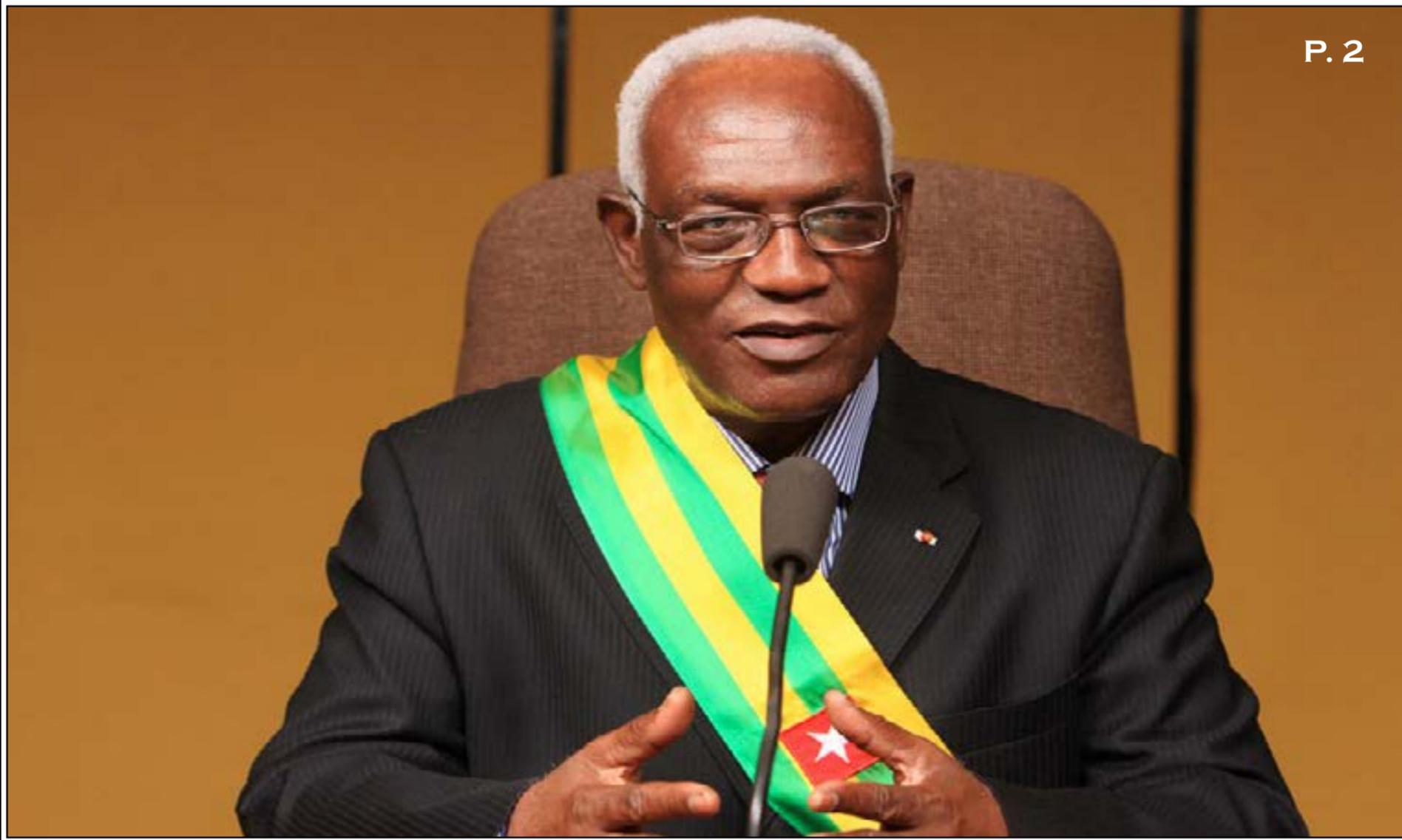


TOGO/ LA CORRUPTION EST UN PHÉNOMÈNE QUI S'INSTALLE LÀ OÙ LE TERRAIN EST PROPICE :



P. 2

Et si les députés prenaient leurs responsabilités ?



Les raisons du renchérissement des tarifs aux postes de péage, selon le DG de la SAFER

P. 3

La prolifération des Eglises ces derniers temps inquiète, des démons qui s'autoproclament pasteurs ou prophètes



P. 4

Economie :Togo deuxième pays mondial de destination touristique d'affaire



P. 5

COLONEL ADOM, DIRECTEUR DU CHUSO, SANCTIONNE POUR SAUVER DES VIES, LE TRANSPORT ROUTIER ENGAGÉ À METTRE 300 PERSONNES AU CHÔMAGE

P. 2

TOGO/ LA CORRUPTION EST UN PHÉNOMÈNE QUI S'INSTALLE LA OÙ LE TERRAIN EST PROPICE : ET SI LES DÉPUTÉS PRENAIENT LEURS RESPONSABILITÉS ?



La corruption est un mal, une gangrène nuisible pour nos pays. En Afrique, rien ne se fait gratuitement si bien que la corruption est érigée en système. Au Togo, la corruption a toujours existé et au cours de ces dernières années, elle s'est amplifiée et est devenue une réalité qui mine la vie sociale, économique et politique du pays. On peut dire ici que le contexte politique dans lequel on se situe favorise la corruption en ce sens que ceux qui s'y adonnent savent qu'ils n'encourent aucun risque. C'est l'exemple du policier ou du fonctionnaire qui accepte de prendre 200F cfa à un individu en infraction ; il sait qu'en fin de journée il aura accumulée une fortune facilement. Il sait surtout qu'en le faisant il ne sera pas inquiété et l'autre paie parce qu'on lui dira que

c'est la procédure habituelle dû au fait que le citoyen méconnaît ses droits et ses devoirs. Le petit fonctionnaire ou l'agent de police ne prend pas l'argent seulement parce qu'il sait qu'il ne sera pas inquiété, il le prend aussi parce qu'il a faim et qui donne également l'argent sait cela : quand on a faim, on est prêt à accepter les bassesses de l'autre pour trouver de quoi manger. Cette situation est devenue courant au Togo et on ne se rend même pas compte que c'est une forme de corruption tout le monde y trouvant son compte.

Au niveau de la classe dirigeante la situation est plus que dramatique car c'est la course au trésor, au gain facile parce que cette classe pense être au-dessus des lois et surtout parce que l'appareil judiciaire leur est intrinsèquement lié. Bref

c'est à cause de l'impunité qui est au Togo que d'autres pensent que tout leur est permis. En exemple, pour la lutte contre la pauvreté au Togo, 3 milliards de F CFA a été donné au gouvernement togolais par la banque mondiale mais aujourd'hui on ne sait où est passé cette somme, ni l'utilisation qui en a été faite. L'argent s'est tout simplement volatilisé. Où ? La question reste sans réponse d'autant plus que l'organisme donateur n'a pas fait des investigations. A cet effet les bailleurs eux-mêmes sont à un niveau responsable de cette situation ; sinon comment peut-on financer, les mêmes personnes, des projets qui n'aboutissent pas pour cause de détournement ?

Une autre approche de la corruption s'explique chez nous par l'affinité et l'intimité. En effet les services se rendent par affinité et par intimité. En exemple, le processus d'établissement d'une carte de nationalité nécessite au préalable une carte d'origine au village. Pour le chef, établir cette carte est une faveur qu'il rend à l'intéressé et non comme un devoir et quand il n'y a aucune af-



finité avec le chef ou son entourage on te dira de faire quelque chose.

La corruption est un phénomène qui s'installe la où le terrain est propice. Aussi longtemps que les citoyens n'auront pas de revenus normaux leur permettant de vivre décemment, toutes les portes resteront ouvertes à la corruption car ils constitueront des cibles faciles à atteindre. C'est donc que par le développement on peut s'attaquer à la corruption mais en mettant des gardes fous car même dans les sociétés développées la corruption existe. Combattre la corruption doit être l'affaire de chacun dans toute société, nous devons défendre et renforcer les valeurs éthiques dans toute la société.

L'institutionnalisation de journées anti-corruption; le relèvement du niveau de vie des ci-

toyens; la libéralisation du pouvoir judiciaire et son indépendance effective; sanctionner les contrevenants quel que soit leur rang social; la mise en place d'un système de déclaration des biens des personnes qui ont une position publique de responsabilité et l'obligation de justifier une croissance de leurs biens sans lorsqu'on remarque une disproportion avec leurs sources légitimes de revenus et la promulgation de lois qui rendent possible la saisie et la confiscation des richesses acquises de façon illicite et surtout lancer des initiatives éducatives pour faire prendre conscience aux citoyens des maux incalculables qu'engendre la corruption et les risques qu'ils courent en s'y en donnant.

BENASSIM K. Venance

COLONEL ADOM, DIRECTEUR DU CHUSO, SANCTIONNE POUR SAUVER DES VIES, LE TRANSPORT ROUTIER ENGAGÉ À METTRE 300 PERSONNES AU CHÔMAGE



Colonel ADOM K. Wiyao

Le Dr Guy Alover, cœur d'une affaire de chirurgien, orthopédiste, Praticien Hospitalier au Centre Hospitalier de Péronne en France, au

dagogiques au Centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio . La décision a été prise dans une note signée par le directeur général du CHU, le médecin-colonel Adom Kpao. Une autre note de la direction rappelle aux Chefs de services que « toutes les activités de soins, de travaux, d'équipements et de prestation de services de divers ordres provenant de l'extérieur

doivent être subordonnées à l'autorisation préalable ».

L'affaire a été portée au grand jour par le Journal « L'alternative » qui y a consacré un dossier-enquête dans ses colonnes. Des implants périmés sont utilisés au service de la traumatologie Orthopédique du Centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio (CHUSO) sur des patients mettant ainsi leur santé

en danger. Au centre du réseau, Dr Guy Alover. Le docteur Guy ALOVOR est né en 1970 au Togo. Après son baccalauréat C à Lomé, il a fait ses études de premier et second cycles à la Faculté de Médecine de l'Université de Lille II Droit et Santé. Après son concours d'internat, il fut classé et nommé en Chirurgie dans l'Académie d'Amiens où il s'est spécialisé en Chirurgie

de l'Appareil Locomoteur en suivant parallèlement un cursus de Médecine Légale et Expertises Médicales.

Ce dernier, selon les investigations menées par le journal, convoie des lots d'implants au Togo et les introduit illégalement au service de la Traumatologie orthopédique en complicité avec certains de ses collègues du CHU, pour traiter des patients moyennant des sommes exorbitantes.

« Comme ils sont tous dans le réseau, lors des opérations, le patient

n'a pas plus besoin d'aller payer à la caisse, il introduit simplement leurs différents produits et le patient paie directement. (...) cela échappe à tout contrôle et ce sont les patients qui sont les premières victimes », explique un praticien.

En attendant de mettre à terme à ces « malsaines » pratiques, le chirurgien Dr Guy Alover, exerçant en France est interdit de toute activité au CHU SO.

On apprend que des mesures prochaines seront prises contre les autres

complices. Une réunion entre le ministre de la santé prof Moustafa Mijiyawa avec les personnes impliquées dans l'affaire, la commission médicale consultative ainsi que le personnel de la direction du CHU a eu lieu récemment à cet effet selon une source proche du dossier.

Cependant, depuis les sons de cloches qui entourent l'affaire dite SOTOPLA-TRANSPORT ROUTIER, l'on a l'impression que rien ne bouge. Sauf des togolais qui iront tristement

rejoindre la légion de chômeurs au Togo. Que vont devenir ces 300 personnes qui doivent partir avec le Directeur Général Xavier ALLADO ? Certes, la nouvelle société pourra engager certains, et les autres ? N'est-il pas temps de réfléchir autrement à nos soit disant réformes ou on créer les meilleures conditions de vols en mettant malheureusement des togolais aux chômage.

Vivement, que les

plus hautes autorités prennent la mesure du danger pour sauver ces togolais qui ne demandent qu'une place au soleil. Mieux encore, s'il s'agit d'améliorer la technicité dans le contrôle technique, pourquoi ne pas recruter un technicien de haut niveau pour contrôler les activités de la société qui existe déjà et en fait des preuves ? Il y a toujours des solutions, sauf si le problème est ailleurs.

MOPAO

LES RAISONS DU RENCHÉRISSEMENT DES TARIFS AUX POSTES DE PÉAGE, SELON LE DG DE LA SAFER

Les raisons du renchérissement des tarifs aux postes de péage, selon le DG de la SAFER

« C'est dans le souci de garantir la durabilité de l'ensemble du réseau routier au profit des Togolais que le gouvernement a décidé de revoir à la hausse les tarifs des péages sur l'ensemble du territoire national ». Telle est, selon Sylvain Awima Outchantcha, Directeur général de la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER), la raison qui sous-tend le renchérissement des tarifs de passage aux postes de péage sur l'ensemble du territoire.

Selon lui, les efforts de développement de la route à travers la construction, la réhabilitation sur l'ensemble du réseau routier coûtent au Togo une bagatelle somme de 1.000 milliards de francs CFA. Mais jusqu'à présent, a-t-il ajouté, les taxes sur les produits financiers et les droits de péage par lesquels la SAFER passe pour entretenir les routes ne représentent, qu'à peine 30% des besoins annuels d'entretien.

« Nous voulons dire à tous les Togolaises et Togolais que nous couvrons à peine 30% des besoins annuels d'entretien routier. Ces be-

soins se situent dans la fourchette de 35 à 40 milliards de francs CFA par an », a-t-il indiqué tout en ajoutant que « ce sont des fonds engagés et à rembourser aux partenaires financiers du Togo et c'est chaque Togolais et chaque Togolaise qui contribuera aujourd'hui et demain au remboursement de ces fonds ».

Depuis ce mardi, les frais de passage aux postes de péage se libellent comme suit :

Tricycles : 200 francs CFA le passage

Véhicule léger : 500 francs le passage
Minibus de maximum



25 places : 1000 francs le passage

Bus, autocar : 2000 francs le passage

Camion : 3000 francs le passage

Poids lourd articulé : 4000 francs le passage

Créée en juin 2011, la SAFER a en charge le

financement et la réalisation des activités d'entretien routier « dans une dynamique d'autonomie, de pérennité financière et de gestion transparente ». Elle a remplacé le Fonds d'entretien routier (FER).

NET

Première édition du concours animation Télé E47 / Florent Dégbé décroche le premier prix



Pour amener les jeunes à aimer, s'intéresser, et promouvoir le journalisme et l'art oratoire, la télévision Espoir47 a organisé un concours dénommé concours

animation télé E47, ce concours qui a connu la participation de 12 candidats a connu son apothéose la semaine dernière avec le sacre du jeune Florent Dégbé.

Durant les trois semaines de compétition, les candidats ont appris à présenter le journal, animer les émissions avec de différentes rubriques à

savoir la culture, l'environnement, sport. Ils ont également appris à faire un reportage et à traiter une information.

«Je suis très content d'être, le lauréat de la

Suite à la page 7

LA PROLIFÉRATION DES EGLISES CES DERNIERS TEMPS INQUIÈTE, DES DÉMONS QUI S'AUTOPROCLAMENT PASTEURS OU PROPHÈTES



Certains escrocs se déguisent en pasteurs avec des églises aux dénominations kilométriques : quelles sont les conditions pour créer une église au Togo ?

Les églises pullulent, la prolifération des cultes dans tous les coins et recoins de Lomé de la capitale qui prêchent et qui brisent ont pris d'assaut tout le pays à la recherche des âmes à délivrer. Dans tout Lomé, c'est l'effervescence tous les dimanches, entre 07h à 13h, l'ambiance est électrique à cause de nombreuses églises qui y officient à l'aide d'instruments modernes et de musiques. Elles sont nombreuses,

très nombreuses aux dénominations diverses : Ministère de la foi en Jésus, ministère des rachetés en Dieu, Ministère du salut et de la vérité... Des ministères, on en dénombrait jusqu'à 856 en 2009, aujourd'hui ce chiffre peut être en double, les fidèles, les adeptes ou encore les clients de ses églises y accourent toujours vers ces églises et les voisins ne cessent de se plaindre. « le dimanche après les séances, certains groupes font encore des prières à partir de midi » commente une habitante.

De fait, on accuse les pasteurs de ces ministères de vendeurs d'illusion, de prêcher à l'en-

volée avec de grands bruits, du fétichisme pour soutenir leur affaire d'église. Les pasteurs sont aussi indexés d'adultère. Denise, Journaliste à couvert une de ces affaires dans le Ministère « Power house » il y'a quelques années à Kpalimé à 126 km au nord-ouest de Lomé. Elle raconte : ce pasteur serait entrain de commettre l'adultère avec une femme, sous le coup de la colère le mari est allé menotter le pasteur devant ses fidèles pour leur expliquer toutes les manigances du pasteur. Ces églises, installées dans les quartiers sombres en périphérie, à l'entrée des villages ou à leur sorties, ont malgré tout le vent en poupe, des âmes en détresse sont toujours dans l'attente d'être sauvées. Quel est le sens de l'Eglise et comment reconnaître la vraie église de la fausse ? Une église est l'ensemble de fidèles (Chrétiens) unis dans une communion particulière, ce sont des appelés, des élus à sortir du monde pour rendre service au

Seigneur Jésus-Christ. Une église est supposée être un lieu de partage et de vivre ensemble, une église c'est aussi un lieu d'enseignement des valeurs chrétiennes. Dans une Eglise où on prêche que l'argent et la prospérité, dans une église où le rôle du pasteur c'est uniquement que de s'enrichir sur le dos de ses fidèles, une église qui a pour seule mission d'appauvrir les fidèles est une église à fuir si on veut être heureux. Un pasteur d'une église qui n'a rien comme métier, et qui est un chômeur avéré est disqualifié de son titre de pasteur car pouvons-nous lire dans 1 thessaloniens 2 :9 vous vous rappelez, frère ; notre travail et notre peine, nuit et jour à l'œuvre, pour n'être à charge à aucun de vous, nous vous avons prêché l'évangile de Dieu. C'était le message de saint Paul, un apôtre de Dieu qui ne se lassait pas de travailler dur tout en étant pasteur et apôtre afin de n'être à la charge d'aucun de ses membres.

Ne vous fiez pas aux

pasteurs qui, pour prier pour vous, pour vous bénir ou pour venir dans son église il faut donner tout son argent, ne vous laissez pas séduire par des pasteurs qui vous vende de l'eau ; de l'huile, du sable ou tout autre élément c'est la pure manipulation, car la Bible défends cela.

Aussi, les diplômés théologiques ne doivent-elle en aucun cas être un des critères incontournable pour être pasteur, non, de nos jours, beaucoup font des falsifications de diplômes théologiques et s'autoproclament pasteurs ou prophètes. Une commission d'enquête issue des services secrets doit être mise en place par l'Etat et qui se chargera de mener minutieusement des enquêtes dans toutes les églises afin de voir ce qui se passe dans ces églises. Cela permettrait aux togolais d'être protégé contre les malfaiteurs qui se déguisent en pasteurs or ce sont de véritables loups prêts à dévorer.

La Rédaction

L'évaluation des plans d'action de lutte contre le VIH et SIDA des villes de Lomé, Kpalimé, Sokodé et Kara a fait objet d'un atelier à Lomé

Le VIH-SIDA est une maladie qui est entrain de décimer une grande partie de la jeunesse togolaise et en Afrique. Le Togo a vite compris qu'il urge de trouver rapidement un plan d'action de lutte contre ce fléau. C'est dans ce sens que les Maires des villes de Lomé et d'Atakpamé ont participé de façon active à la grande réunion d'Accra en juin 2015 six mois après la déclaration de Paris de Décembre 2015, une réunion qui était consacrée à l'adoption d'un plan et moyen de lutte efficace contre cette maladie dans la sous Région. Après ces grandes rencontres entre les res-

ponsables des villes les plus touchées par ce fléau, l'ONUSIDA a en suite initié une stratégie de lutte au niveau mondial pour mettre fin au VIH-SIDA, cette stratégie est intitulée « Mettre fin à l'épidémie de sida, les villes s'engagent, pour atteindre les objectifs 90 90 d'ici à 2020 » Pour atteindre cet objectif, 21e commune du Togo ont signé la déclaration de Paris le 10 Novembre 2015 et suite après cette signature, des plans d'action contre le VIH ont été élaborés et validés en juin 2016 pour 4 villes pilotes à savoir Lomé, Atakpamé, Sokodé et Kara pour la période de 2016-2017.

L'exécution de ces plans d'action est supervisée et coordonnée par SP-CNLS, l'Union des Communes du Togo et avec l'appui technique et financier de l'ONUSIDA. Après deux ans de mise en œuvre de ces plans, il est nécessaire d'organiser une réunion pour évaluer dans l'ensemble ce qui est fait et ce qui reste à faire. C'est dans ce cadre que cet atelier d'évaluation des plans d'action de lutte contre le SIDA qui a eut lieu hier à Lomé se situe. C'est une occasion aussi pour les responsables des villes du Togo les plus touchées par le VIH notamment Tsévié, Aného, Kpalimé



et Dapaong d'aquerrir des expériences en vue de développer une plan d'action de lutte contre cette maladie. Notons que cet atelier a pour objectif d'évaluer la

mise en œuvre des plans d'action contre le SIDA, des villes de Lomé, Atakpamé, Sokodé et Kara.

Cyrille Sab

PRÉFECTURE D'AGOË NYIVÉ : Formation des membres des comités de développement à la base : le Canton d'Adéticopé est à l'honneur

Après la tournée des 106 villages effectuée par le Préfet de d'Agoe Nyivé, le Col AWATE Hodabalo veut enchaîner ce processus avec la formation des comités de développement à la base sur les notions des mécanismes de développement. C'est dans ce cadre que situe ce séminaire de formation qui a débuté ce 11 septembre 2018 avec le canton d'Adéticopé.

La préfecture d'Agoè-Nyivé veut donner des outils à ses populations pour être actrices de leur propre développement. Elle a lancé mercredi à Lomé un séminaire de formation à l'intention des membres des Comités de Développement à la Base (CDB) du canton d'Adéticopé. Les

travaux ont été ouverts par le préfet Hodabalo Awaté. C'était en présence du président de la délégation spéciale des préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé, Kossi Aboka et de la directrice générale d'ANADEB, Mazalo Katanga, notamment. C'est une série de formation que la préfecture d'Agoè-Nyivé vient de lancer à l'intention de sa base. La première qui concerne les comités de développement à la base d'Adéticopé se poursuit jusqu'au 22 septembre prochain.

L'idée est de donner les rudiments, des connaissances et savoirs faire aux CDB en vue de l'accomplissement de leur mission.

« La formation se résume



en trois communications : cadre juridique, organisation fonctionnement d'un CDB, mécanismes institutionnels - réduction de pauvreté au Togo et changement de comportement pour un développement durable. Elles visent toutes de renforcer les capacités opérationnelles des membres des CDB », a indiqué le

Colonel Awadé.

La formation fait suite à la tournée de prise de contact que le préfet et ses agents ont effectué dans les 106 villages de la préfecture. Une tournée qui a permis à la délégation de constater que les populations des localités dotées de CVD opérationnels étaient plus informées sur les méca-

nismes de lutte contre la pauvreté, la précarité et le chômage des jeunes que celles des localités sans CVD.

Pour le président de la délégation spéciale des préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé, la démarche qui a enclenché la formation du jour est à saluer.

« Jamais aucun préfet du Golfe n'a fait une pareille tournée dans les villages pour toucher du doigt les réalités que vivent les populations. Le préfet d'Agoè-Nyivé à peine arrivé l'a faite et cela mérite que les autres lui emboitent le pas », a lancé M. Aboka.

La Rédaction

Economie :Togo, deuxième pays mondial de destination touristique d'affaire



Depuis Août 2017, l'économie togolaise était ruinée par la crise sociopolitique, une crise sans précédente qui a secoué

le Togo pendant un an. Mais grâce à l'offensive diplomatique du Chef de l'Etat togolais Faure E. Gnassingbé, avec la

réussite parfaite des deux sommets conjoints de la CEMAC et de la CE-DEAO, le Togo a pu remonter la grande pente en gagnant plus d'une dizaine de place dans le nouveau classement des pays les plus visités au monde pour un tourisme d'affaire.

Dans le récent classement de l'organisation mondiale du tourisme (OMT), cette branche des nations unies qui s'occupe du tourisme, l'Egypte et le Togo ont connu une forte progres-

sion, 55 pour cent de visiteurs par rapport à 2016 pour l'Egypte et talonnée directement par le Togo avec plus de 46 pour cent de visiteurs en 2017.

L'Afrique devient alors la première destination touristique d'affaire au monde. Cet essor du tourisme d'affaire en Afrique est alimenté par les voyages d'affaire portés par le contexte de l'économique. Les villes comme Lomé, Kigali, Marrakech et le Cap sont des villes les plus attirées par

les hommes d'affaire au monde. Au total, l'OMT a dénombré 63 million de personnes qui ont visité l'Afrique l'année passée. Notons aussi que l'Afrique a la chance d'accueillir les visiteurs qui ont les poches bien garnies notamment les chinois.

Vivement que cette nouvelle dynamique continue dans ce sens, dans l'intérêt commun de tous les togolais.

Cyrille Sablassou

Le tribu payé depuis le 19 août 2017 est déjà assez lourd pour que le Togo se donne le luxe d'une nouvelle crise socio-politique

En conséquence, le NET appelle urgemment les deux camps à dépasser les clivages partisans, à sortir des retranchements personnels pour aborder dans un esprit de sursaut patriotique, les vraies questions. Continuer à procrastiner les réformes et maintenir le statu quo

ne font guère honneur à notre pays. Le Nouvel Engagement Togolais est convaincu que même hors la présence des facilitateurs, le génie togolais peut faire triompher la question des réformes si tant est que l'intérêt du peuple soit la véritable motivation de chacun des deux protagonistes.

Le NET veut garder l'espoir que les prochaines rencontres feront avancer les questions de réformes. Le parti se tient aux côtés du peuple togolais et est prêt à jouer sa partition pour toutes fins utiles.

La Rédaction

N° 0071 Du 14 Septembre 2018



La CCIT du Togo et le CCPIT de la Chine ont signé un traité

La CCIT et le China Council for the Promotion of International Trade ont signé un accord de facilitation d'accès à leurs marchés respectifs.

En marge du sommet sino-africain FOCAC la semaine dernière qui a connu la participation effective du Chef de l'Etat, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) et le China Council for the Promotion of International Trade (CCPIT) ont saisi l'occasion pour signer ce mercredi 05 août à Pékin (Chine), un mémorandum d'entente pour

renforcer la coopération économique entre le Togo et la Chine.

Signé du côté togolais par Essohouna MÉBA, Président de la CCIT et du côté chinois par Jiang Zengwei, N°1 du CCPIT, cet accord vise à faciliter, pour les opérateurs économiques des deux pays, l'accès à leurs marchés respectifs.

La conclusion de cet accord de partenariat va booster les échanges commerciaux entre le Togo et la Chine. Elle va également permettre aux opérateurs économiques togolais d'avoir accès facile à un marché

de plus de 1 milliard de consommateurs.

Le Conseil chinois pour la promotion du commerce international, le CCPIT offre diverses opportunités d'affaires, notamment dans les domaines du textile, de l'agriculture, du commerce, des matériaux de construction, de la logistique, de l'automobile, de la pétrochimie et des mines.

Vivement que cet accord de partenariat dure entre les deux pays.

CS

A Hangzhou, le Président de la République a ouvert les travaux du Business Forum Togo-Chine

Le Président de la République, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, a ouvert ce 7 septembre 2018 à Hangzhou dans la province de Zhejiang, les travaux du 1er business forum Togo-Chine.



Cet événement inédit organisé par le Togo, a pour principal objectif de vendre le Plan National de Développement au secteur privé dont la participation à la réalisation des objectifs est attendue à hauteur de 65%. « Ce forum participe à l'intensification des échanges économiques entre la Chine et le Togo, dans la lignée des ambitions exprimées par nos nations au cours du Forum sur la coopération sino-africaine qui s'est tenu en début de semaine à Beijing », a déclaré Faure Gnassingbé dans son discours. En ouvrant les travaux, le Chef de l'Etat a d'abord félicité le gouvernement chinois pour le succès du sommet du Focac et remercié ses hôtes pour ce forum d'affaires. « Le choix de la Province de

Zhejiang pour accueillir cette première édition n'est pas fortuit. Hier « Mer des rizières », aujourd'hui capitale chinoise, demain mondiale, du e-commerce, elle est le symbole du miracle économique chinois qui inspire tant notre continent », a-t-il déclaré.

Il a ensuite présenté le Togo, ses potentialités et mis en avant son positionnement géographique et géopolitique ; ce qui en fait une porte d'entrée naturelle en Afrique de l'Ouest. « Le port de Lomé, port naturel en eaux profondes, peut accueillir des navires de 13 000 TEU, faisant de Lomé un hub portuaire de la sous-région facilitant les échanges. Depuis 2014, le port de Ningbo est

ainsi à 29 jours de traversée du port de Lomé », s'est exprimé le n°1 togolais. Et de poursuivre : « L'aéroport de Lomé, relié à plus de 20 capitales d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale, peut accueillir jusqu'à 2 millions de passagers par an ».

Faure Gnassingbé a enfin insisté sur la volonté des opérateurs économiques togolais de nouer des relations d'affaires avec leurs homologues chinois avant d'inviter le secteur privé, venu en nombre à ce forum, à investir au Togo et à soutenir son Plan national de développement. « Produire au Togo, c'est la garantie de pouvoir exporter votre production sans barrière tarifaire vers les pays de la CEDEAO, un marché de

plus de 300 millions de personnes en Afrique de l'Ouest dont le niveau de vie et de consommation augmentent rapidement ».

Le Président de la République a conclu son propos en s'adressant à l'assistance, composée de hautes autorités politiques, mais aussi et surtout d'opérateurs économiques : « C'est un partenariat gagnant-gagnant que je vous propose, et sommes prêts

à vous accompagner au quotidien dans la réalisation de projets structurants et créateurs d'emplois ».

A l'issue de la cérémonie d'ouverture, le Chef de l'Etat a enchaîné des visites d'entreprises, notamment celle du géant Alibaba ou encore la Zone économique et technologique de développement industriel de Hangzhou.

La Rédaction

Lancement du « Mois de la Diaspora » au Togo



Le conseiller spécial du Président de la République, chargé des Togolais de l'extérieur, Pacôme Adjourouvi, a officiellement lancé le mercredi 5 septembre 2018 à Lomé, « le mois de la diaspora ».

La cérémonie de lancement de cet événement initié par le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD), et organisé en collaboration avec des partenaires internationaux, s'est déroulée en présence d'autorités administratives. Des membres du corps diplomatique, notamment les ambassadeurs d'Egypte, du Gabon, du Nigeria, du Ghana et des représentants des Togolais vivant à l'étranger étaient également présents.

Selon Adom Orphé, Vice-président du CJD, « l'initiative a pour objectif d'impliquer davantage la diaspora togolaise dans le développement du pays, amener la population à s'approprier les outils de décentralisation, sensibiliser la population sur les dangers de l'immigration irrégulière, et surtout informer les jeunes des opportunités que leur offre

le Togo ». Pour sa part, le représentant du Chef de l'Etat a réitéré l'engagement du gouvernement et son soutien à la diaspora. « Le mois de la diaspora est un événement à saluer et à soutenir, parce qu'il constitue un cadre d'échanges sur les bonnes pratiques visant à œuvrer pour une meilleure implication de la diaspora togolaise dans le processus de développement socio-économique engagé par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé », a-t-il affirmé.

Du 5 septembre au 5 octobre, cette première édition réunira dans toutes les régions administratives du pays, jeunes, cadres, autorités administratives et traditionnelles ainsi que des représentants de la diaspora, autour du thème : « Emigration, décentralisation et opportunités de développement ».

En 2017, le montant des transferts de la diaspora à destination du Togo s'est évalué à plus de 287 milliards de FCFA.

La Rédaction

Nigeria : le président Buhari officiellement candidat à sa succession



Muhammadu Buhari devrait être le candidat de son parti à participer à la prochaine élection présidentielle prévue en février prochain. Sans surprise, il a officiellement déposé mercredi sa candidature à la primaire, dont il est l'unique participant. Le chef de l'État, âgé de 75 ans, s'est rendu au siège de son parti, le Congrès des progressistes (APC) dans la capitale, Abuja, pour remettre son formulaire

de candidature à la primaire. Il était accompagné de gouverneurs d'États, de ministres et de ses partisans. Selon l'un de ses porte-parole, il est le seul homme politique de son parti à avoir retiré le formulaire pour la primaire prévue à la fin du mois et il est donc certain de participer à la présidentielle. Il a déclaré se présenter « avec toute l'humilité, le sens des responsabilités et un désir indiscutable

de servir et de protéger les intérêts de tous les Nigériens ». « Je leur assure (à ses sympathisants), ainsi qu'au reste des Nigériens, que si je suis nommé et élu, je continuerai à vous servir au mieux de mes capacités », a déclaré Buhari. Bilan mitigé L'ancien général Buhari avait dirigé une première fois le géant d'Afrique de l'Ouest à l'époque des dictatures militaires, avant de devenir le premier candidat de l'opposition dans l'histoire du Nigeria à vaincre un président en exercice lors des élections en 2015. Il avait alors été élu sur la promesse d'éradiquer l'insurrection jihadiste de Boko Haram et de mener une lutte féroce contre la corruption. Sur ces deux points, ce

premier mandat a déçu une grande partie des Nigériens, qui souffrent encore des répercussions de la grave récession économique de 2015-2016. Son premier mandat a également été marqué par une grave maladie, non révélée au grand public, qui l'a contraint à passer plus de six mois à Londres pour se soigner. Adversaires politiques Ses adversaires au sein du parti au pouvoir lui reprochent son style autocratique et, n'ayant aucune chance de remporter les primaires au sein de l'APC, ont préféré basculer dans l'opposition. « Nous ne devons pas permettre à ceux qui ont mis le pays à genoux de

1999 à 2015 (présidence PDP) de revenir au pouvoir », a asséné Buhari en déclarant sa candidature. Le principal parti d'opposition, le Parti démocratique populaire (PDP), a pour sa part prolongé la date de clôture des candidatures à la primaire et choisira son candidat le 6 octobre. Parmi ceux qui ont déjà déclaré leur intention de concourir, l'ancien vice-président Atiku Abubakar et le leader du Sénat, Bukola Saraki sont des adversaires farouches de Muhammadu Buhari.

JeuneAfrique

Suite de la P3 : Première édition du concours animation Télé E47 / Florent Dégbe décroche le premier prix

première édition de ce concours, j'ai appris beaucoup de choses au cours des trois semaines que j'ai passées avec les amis à la télévision, je n'ai aucun regret de participer à ce concours» a-t-il martelé le lauréat Florent Dégbe à nos micros. Au total ils sont quatre candidats à être primé, comme prix, ils ont trois mois de stage, de for-

mation et de recyclage à la télé, des médailles, une attestation de participation délivrée par l'administration de la télévision, des voyages d'imprégnation à Kpalimé et avec d'autres médias de l'intérieur du pays et d'autres prix. Le lauréat Florent Dégbe à par ces prix, aura encore une semaine d'immersion à Kpalime plus un mois plein de stage



et de formation à la radio VGK de Kpalime, déplacement, restauration et hébergement assurés par la Télévision.

C'est une occasion de féliciter toute l'équipe de la télévision Espoir47, pour ce pari réussi, nous leur souhaitons une bonne chance pour l'édition 2019, inviter les personnes de bonnes fois et les entreprises d'accompagner ces initiatives qui permettent de dénicher les talents cachés. Notons la Télévision Espoir47 a son bureau de

diffusion à Tsévié mais celui de la Rédaction est situé à Agoe Assiyéyé sur la route de Zanguera en allant vers le CEG Agoe Ouest communément appelé KOSHIGAN. Elle couvre tout Lomé, Tsévié, Tabligbo, Notse et d'autres localités reculées avec une équipe très jeune et dynamique.

Cyrille Sablassou

Le Canton de Zafi va vibrer au rythme de la fête traditionnelle Akatezan les 22 et 23 septembre prochain



La localité de Zafi située à 3km d'Ahepé, dans la commune de Tabligbo plus précisément dans la préfecture de Yoto à 63 km du sud de la capitale togolaise, va vibrer au rythme de la fête tra-

ditionnelle Akatezan les 22 et 23 septembre prochain. Cette fête sera une occasion pour toutes les filles et fils de cette localité de se retrouver une fois encore pour célébrer la cin-

quième édition de ladite fête. Au menu de cette célébration, il aura des cérémonies de rituels pour implorer la bénédiction des divinités pour une réussite parfaite des semences, de l'agriculture, une bonne saison des pluies et surtout la protection de toutes les filles et fils de ce canton. Au programme, un méga concert avec pleins d'artistes surprises, l'élection de la reine de beauté du canton de Zafi dénommée Miss Akate-



zan et terminer par une réjouissance populaire organisée dans tous les quartiers du canton. Ils sont attendus plusieurs autorités à l'instar du Ministre de la culture, du préfet de Yoto, des responsables

et politiques. C'est une occasion d'inviter tous les ressortissants de Zafi à participer massivement à cette célébration.

Cyrille Sablassou

Pour lutter contre la corruption, les postes de péages sont équipés des systèmes de vidéosurveillance

**SAFER
ça sert et ça nous sert**



L'ENTRETIEN ROUTIER EST UNE AFFAIRE DE TOUS LES USAGERS